



Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise
en partenariat avec le journal *Sud Ouest*
présente



Ces rencontres proposent de nourrir le débat public sur des questions
de société qui ne font pas consensus et permettent aux « habitants-citoyens »
de réfléchir à l'élaboration de la ville de demain.

..... **Acte IV**

Le vote est-il utile ?

.....

31 mars 2012 > 18h30

> Escale du Livre

**Bordeaux, place Renaudel, studio de l'Institut
de Journalisme Bordeaux Aquitaine**

..... **Le vote est-il utile**

À l'heure où l'on sollicite nos suffrages à tout bout de champ, pour élire une chanteuse, un cuisinier, miss France, ou le Président de la République, il devient important de s'interroger sur le sens du vote.

A-t-il un impact politique quand les décisions sont parfois prises par avance, que des accords peuvent le contredire a posteriori, que l'économie semble mener la danse ?

Poser la question de l'utilité du vote, c'est au fond interroger le pouvoir qu'on donnerait aux élus. Mais aujourd'hui, le vote fait-il seul la démocratie ?

En parallèle, on voit se développer d'autres moyens d'expression et de pression citoyenne : mouvement des Anonymous, Droit Au Logement, démocratie participative, votes contestataires, blancs ou nuls.

Si les NTIC (blogs, facebook) paraissent en mesure de renverser des dictateurs, on observe que les mouvements issus des Printemps arabes sont le préambule à l'installation d'élections. Attendu comme une libération, ce vote laisse pourtant place à un trouble quant à ses résultats et réveille cette vieille idée : « Si le peuple vote mal, il faut changer le peuple ».

Mais au fond, qu'attend-on du vote ?

Une nouvelle question apparaît alors : comment rendre le vote utile ?

Mathieu Larnaudie

Après avoir vécu à Bordeaux et New York, Mathieu Larnaudie partage désormais son temps entre Paris et Berlin. Auteur de *Habitations simultanées* (Farrago/Léo Scheer). Pôle de résidence momentanée (*Les Petits Matins*, 2007), *Strangulation* (Gallimard, 2008), *Les Effondrés* (Actes Sud, 2010). Il codirige la revue et les éditions inculcte. En 2009, Mathieu Larnaudie publie aux éditions Burozoïque, *La Constituante Piratesque*, qui tient à la fois du roman d'aventures, du poème en prose et du traité politique. Il y propose une réflexion très contemporaine sur le temps, le « vivre-ensemble », l'idée de liberté, celle de démocratie directe, et sur la notion de peuple comme sujet d'une émancipation toujours recommencée.

Jean Yves Dormagen

Professeur de Science Politique Directeur du Département de Science Politique de l'Université Montpellier 1. En collaboration avec Cécile Braconnier, Jean Yves Dormagen a mené des travaux consacrés à l'étude d'un bureau de vote d'une cité de la banlieue parisienne (la cité des Cosmonautes de Saint-Denis). Très récemment, il a conduit des travaux de sociologie électorale en région bordelaise (Eysines, Blanquefort, Bruges). Il étudie les phénomènes autoritaires et totalitaires et notamment le fascisme italien. Jean Yves Dormagen est l'auteur avec Céline Braconnier de *La démocratie de l'abstention*. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire, Paris, Gallimard, 2007.

Nicolas Danet

Diplômé du CELSA, spécialiste de la cyberculture, des ONG et des usages militants de l'internet, Nicolas Danet est également expert dans l'analyse de réputation en ligne. En 2009, il a rejoint l'Agence Limite dédiée aux organisations qui placent l'intérêt général au coeur de leur stratégie. Nicolas Danet est avec Frederic Bardeau l'auteur de *Anonymous - Pirates informatiques ou altermondialistes numériques? - Peuvent-ils changer le monde?* - Fyp éditions, 2011 Dans cet ouvrage, les auteurs se placent en observateurs d'un nouveau mouvement qui modifie les rapports de force au sein de la société et affirme défendre le droit à la liberté d'expression en matière économique et politique.

Le débat

Le paradoxe du votant

Chaque citoyen est libre d'utiliser ou non le droit de vote acquis à sa majorité. Lors de chaque échéance électorale, il est fortement incité à l'exercer par des mouvements politiques de tout bord - parfois même sans qu'on le dirige vers un candidat plutôt qu'un autre mais simplement pour faire « entendre sa voix ». Cette idée selon laquelle chaque bulletin de vote compte n'a pas de véritable réalité sociologique ainsi que l'explique Jean-Yves Dormagen. En effet, une seule voix n'a pas d'incidence sur le résultat des élections dans la mesure où le nombre de votants est important. Par conséquent, plus les votants sont nombreux, moins le fait de voter n'a d'importance : c'est le « paradoxe du votant ». Statistiquement, l'expression électorale d'un seul citoyen n'est pas visible. On peut donc la considérer, stricto sensu, inutile.

Cette réalité est-elle perçue par les électeurs ? C'est un fait : l'abstention progresse. Cependant, si l'on considère les votes en un ensemble, il est évident que des voix données individuellement mais résultant de la même sensibilité politique ont un impact et peuvent modifier le rapport de force. Le vote est donc utile et a le pouvoir d'infléchir les politiques menées, à la condition toutefois de le considérer selon une échelle collective.

Causes multiples de l'abstention

L'abstention, phénomène qui s'installe durablement dans le paysage électoral français et dont le taux demeure important, a de multiples causes et des conséquences importantes sur la représentativité démocratique.

En premier lieu, l'abstention concerne les citoyens jeunes et ceux issus des quartiers populaires. Elle découle à la fois d'une méconnaissance du système électoral français, d'un manque de culture historique et politique et d'un sentiment de délaissement et de méfiance à l'égard des candidats. L'enquête menée à la cité des Cosmonautes en Seine Saint-Denis par Jean-Yves Dormagen a pointé le lien entre le délabrement des logements, le vandalisme, le tissu social dévasté et le sentiment de l'inutilité du politique, l'incapacité des élus à modifier le quotidien des habitants de ces quartiers.

Dans cette perspective, le vote, et le pouvoir qui peut en découler, semble réservé aux citoyens appartenant aux classes moyennes et supérieures, suffisamment éduqués et bénéficiant d'un cadre de vie relativement stable pour voter de manière informée. Le rapport de force et la représentativité démocratique sont alors faussés. Nicolas Danet, spécialiste de la cyberculture et du mouvement des Anonymous, représente une forme d'abstention aux causes différentes. Loin d'être étranger à la chose politique, il a longtemps milité au sein du mouvement d'Europe Écologie. C'est une réflexion très informée associée à une expérience au plus près des mécanismes démocratiques qui l'a décidé à s'abstenir de voter lors des grandes échéances électorales. Il ne croit plus au vote comme moyen de faire entendre sa voix. Au contraire, il le ressent comme une dépossession, le vote étant pour lui une façon d'octroyer à un seul le droit de décider de tout, pour tous, pendant une période donnée. Ce système ne lui paraît pas juste, les décisions prises étant trop éloignées des espoirs des votants. Il exerce en revanche ce droit dans un contexte démocratique qu'il juge plus concret et plus proche des électeurs concernés, comme des élections au sein d'une mutuelle par exemple. La société subit un désenchantement général, ayant conduit un nombre important de citoyens à ne plus voter car ne se reconnaissant plus dans le fonctionnement démocratique. Il s'agit aujourd'hui de se demander comment chacun peut se réapproprier le vote dans un contexte où certaines voix comptent plus que d'autres.

Pour l'écrivain Mathieu Larnaudie, le vote demeure utile mais il est sans doute insuffisant, reprenant une idée du philosophe Jacques Rancière selon lequel la démocratie n'est pas strictement représentative, dans le sens où celle-ci est avant tout une effraction, un phénomène susceptible de casser ce qui existe, alors que le vote doit rassembler et faire consensus, ce qui amène à poser la question de la vitalité démocratique.

Fabienne Brugère, la présidente du conseil de développement durable, explique qu'on touche au cœur du sujet car on est en droit de se demander quelle est la part de pouvoir conservée par les gouvernements dans un contexte de mondialisation. L'issue du vote peut-elle véritablement changer les choses? Des événements comme le référendum de 2005 sur la Constitution Européenne puis celui sur le traité de Lisbonne ont contribué à instaurer un climat de doute quant à l'utilité du vote.

..... **Conjurer le désenchantement**

Comment se réapproprier le vote alors que les événements récents et le paysage politique actuel donnent l'impression que certaines voix comptent plus que d'autres ?

Il faut d'abord tenir compte du fait que le vote n'est pas l'unique ressource démocratique. L'exemple du conseil de développement durable l'illustre bien. Ce regroupement formé de citoyens, d'associations, d'entreprises présents sur le territoire de La Cub formule des propositions et anime des débats. Il faut tenir compte également des mouvements sociaux, des associations, des partis politiques, etc. Il existe donc des moyens de s'exprimer autre que le vote, et l'abstention est l'un d'eux. Plus elle est élevée, plus elle sera interprétée selon un angle politique par les spécialistes (politologues, journalistes, sondeurs) et plus elle fera sens. L'utilité du vote est avant tout de légitimer les élus, de renforcer le système et d'essayer de faire apparaître un consensus. Or, un taux élevé d'abstention fragilise les élus, notamment dans le cadre d'élections locales où, à l'heure actuelle, une minorité d'électeurs accordent leur mandat aux représentants. Or, certains font le choix de ne pas voter pour exprimer leur désaccord avec un système qui ne leur convient pas.

Cette forme de désenchantement politique est à différencier d'une forme d'éloignement et de désintérêt touchant principalement les jeunes et les milieux défavorisés.

Si cette indifférence à la chose politique est en partie due à un sentiment d'impuissance des élus et des gouvernements, elle est également liée à une méconnaissance de l'actualité politique : les échéances électorales étant régulièrement ignorées d'une partie de la population. Ce désintérêt semble solidement ancré comme le suggèrent certaines expériences qui ont été menées, comme celle à laquelle a participé Jean-Yves Dormagen et qui consistait à effectuer des visites à domicile afin d'inciter les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales. Il en a résulté que ces personnes, n'ayant jamais voté ou bien cessé de le faire depuis plusieurs années, justifiaient leur non-participation soit par ignorance des modalités d'inscription voire de l'échéance elle-même, soit par un sentiment d'inutilité du politique pouvant aller jusqu'à l'impression d'avoir été floué en y participant.

L'abstention est la plus répandue dans les milieux populaires ainsi que le montre l'étude réalisée à la cité des Cosmonautes de Saint-Denis à partir du début des années 2000 par le sociologue et sa consœur Céline Braconnier. L'idée de départ s'est bâtie sur une observation de la démocratie américaine : aux États-Unis, seuls 50 % des citoyens votent lors de l'élection présidentielle et seulement un quart lors des élections locales.

Parmi ces votants, une grande majorité appartient aux classes moyenne et supérieure, les plus pauvres, les jeunes et les minorités ethniques ne prennent pas part au scrutin. Il s'agissait donc de savoir si la même chose était en train de se produire en France, si l'on assistait à une exclusion massive des milieux populaires de la scène électorale susceptible de remettre en question la représentativité démocratique.

Ainsi, il a été constaté à la cité des Cosmonautes, qui compte 1400 habitants, que seulement 290 d'entre eux ont pris part au scrutin le 21 avril 2002 lors du premier tour de l'élection présidentielle. Cette abstention massive, advenue dans d'autres quartiers populaires, a certainement pesé sur l'élimination du candidat socialiste Lionel Jospin au profit de Jean-Marie Le Pen. L'enquête de terrain a permis de formuler l'hypothèse selon laquelle il existe un lien de causalité entre l'exclusion sociale (chômage, pauvreté, habitat insalubre et dégradé...) et l'exclusion électorale et que l'une se nourrit de l'autre. En effet, à l'autre bout de la chaîne, les élus, qui s'intéressent à leurs électeurs et qui cherchent avant tout à se faire réélire pour exercer leur mandat, constatent également cette forte abstention et considèrent par conséquent qu'il n'y a pas d'enjeux électoraux dans ces milieux. Ils s'impliquent donc assez peu dans ces territoires au profit d'autres où existe déjà un vivier d'électeurs.

Enfin, la diversité de l'offre politique en France, permettant l'expression d'un éventail assez large d'idées et de visions de la démocratie, ne semble pas avoir d'influence sur l'abstention. Bien qu'il ait été constaté une participation atteignant les 84 % lors de l'élection présidentielle de 2007, taux approchant ceux atteints dans des pays où le vote est obligatoire comme le Brésil, et que le nombre de non-inscrits sur les listes électorales soit en-dessous des 10 %, il n'en reste pas moins que pour une frange importante de la population les candidats sont peu ou mal connus, même ceux représentant les deux partis susceptibles de gouverner. Il y a donc un décalage important entre l'existence du système électoral tel qu'il est et la réalité des pratiques de vote, signalant l'ancrage d'un désenchantement politique tenace dans la société française actuelle.

..... **Le phénomène Mélenchon et l'électorat populaire**

La campagne pour l'élection présidentielle de 2012 a fait émerger la figure de Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche, à qui les sondages ont attribué une part non négligeable des intentions de vote. Cette notoriété soudaine est-elle le résultat d'un investissement sur le terrain du candidat qui n'est pas sans évoquer la proximité

qui existait entre les élus et les électeurs, notamment dans les quartiers populaires, jusqu'au début des années 1980?

Pour Jean-Yves Dormagen, la forte participation électorale de ces milieux, qui a été bien réelle en France et en Europe d'une manière générale, était liée alors à l'existence d'un mouvement ouvrier organisé qui permettait de compenser les inégalités culturelles. Militants syndicalistes et politiques de gauche faisaient le lien et amenaient le vote populaire au même niveau que celui des autres classes sociales. Or, ce tissu social se désagrège à partir des années 1980, en même temps que décline le syndicalisme et qu'apparaissent de nouvelles formes d'organisation du travail, la montée de l'abstention est concomitante à ces phénomènes. Aux États-Unis, où le mouvement ouvrier est faiblement organisé, le lien entre éloignement des élus et abstention a été établi dès les années 1970 et a abouti, essentiellement dans le parti démocrate, à des campagnes de porte à porte qui ont culminé avec la candidature de Barack Obama en 2008. En effet, la participation au vote n'est pas spontanée pour certains groupes sociaux et les candidats doivent aller à leur rencontre s'ils veulent déclencher leur vote.

..... **La mal-inscription, un mal français**

Un autre phénomène est à l'origine de l'abstention en France : il s'agit de la mal-inscription. Celle-ci se produit lors de changement de domicile : les électeurs ne déclarent pas leur nouvelle adresse à la mairie et ne se déplacent plus lors d'élections. Le phénomène est accentué lorsqu'il y a installation dans une autre ville.

D'une manière générale, la phase de l'inscription sur les listes électorales est la démarche la plus excluante en milieu populaire : la proportion de non-inscrits y est trois fois plus élevée qu'ailleurs, pouvant atteindre les 30 %. Si ce phénomène est aisément identifiable, celui de la mal-inscription est plus difficile à cerner. L'inscription sur des listes qui ne sont pas celles du lieu de résidence peut exister longtemps après le changement de domicile et complique de toute évidence la démarche de vote. Entre 20 et 30 % sont concernés.

La complexité de la démarche d'inscription sur les listes électorales est propre à la France. Dans la plupart des démocraties, celle-ci est automatique ou bien elle est grandement facilitée comme aux États-Unis où il est possible de s'inscrire peu de temps avant le vote, voire le jour même. En France, il est obligatoire de s'inscrire avant le 31 décembre de l'année qui précède l'élection. Or, à cette date, la campagne électorale n'a pas démarré et les électeurs ne se sentent pas concernés. De plus, la démarche qui consiste

à se rendre en mairie muni de documents permettant l'inscription constitue un « coût d'entrée » qui, une fois de plus, exclut les moins motivés et les plus fragiles socialement : jeunes, précaires, populations peu ou pas diplômées. Pour Jean-Yves Dormagen, cette procédure unique conduit à une exclusion électorale avec un fort impact sur certaines couches sociales. Pour autant, le vote obligatoire, s'il résout le problème de l'abstention, ne règle pas la question du désintérêt pour la politique. Au Brésil, l'obligation de voter amène aux urnes les citoyens les plus pauvres, ceux des bidonvilles par exemple. Le vote prend alors davantage des allures de transaction que de débat politique pur. En effet, la masse de votants représente un électorat captif auquel on fait des promesses sur des questions concrètes comme l'eau, l'électrification, l'habitat... et le politicien se doit de les tenir s'il souhaite briguer un autre mandat. Le vote est le premier degré de la politique sur une échelle de dix. Ensuite, viennent l'engagement au sein de syndicats, de mouvements actifs, la volonté de s'informer et d'agir par les nouvelles technologies, etc. Mais on peut avancer que, dans un cas comme le Brésil, l'obligation de voter permet à ces populations très précaires de maintenir un lien avec le système dont ils seraient exclus sans cela. À propos de son expérience d'observateur des élections au Brésil, Jean-Yves Dormagen rappelle que « Si ces milieux [populaires] ne votaient pas, ils seraient totalement absents du jeu. »

..... **Anonymous, les révoltés du cyberspace**

Pour Nicolas Danet, ancien militant au sein d'Europe Écologie, le vote peut s'exprimer à bien d'autres occasions que lors des grandes échéances électorales et il paraît plus pertinent de se demander où l'expression de sa voix en tant que citoyen est susceptible de faire changer les choses. Les campagnes politiques à l'occasion des grandes échéances nationales offrent à son sens des discours extrêmement creux : « Une formule qui revient dans la bouche de pratiquement tous les candidats et que je n'arrive pas à accepter est « les Français veulent, les Français pensent » [...] cela renvoie à une dépossession ». C'est pourquoi la participation en ligne à des mouvements tels que celui des Anonymous permet selon lui une forme d'engagement plus efficace qu'au sein d'un parti qui subit le jeu politique. Définir le mouvement Anonymous est complexe. Par définition, les Anonymous ne sont pas « quelqu'un » mais plutôt une bannière ou une idée. Ils se rattachent au phénomène du nomisme, lui-même présent dans l'histoire depuis le Moyen Âge avec les jacqueries, mouvements de paysans révoltés

qui se rassemblaient autour de la figure type du « Jacques », qui les représentait tous.

Anonymous est une forme de nomisme né sur internet, média qui permet intrinsèquement, sinon l'anonymat, du moins le pseudonymat. La connexion au cyberspace via une adresse I.P. est une première forme de pseudonymat qui identifie l'utilisateur, créant des conditions « d'être ensemble » uniques et particulières. Il s'agit là d'une condition fondamentale dans la cyberculture puisque le pseudonyme permet des échanges entre utilisateurs qui échappent aux critères de classification du « meat space » (« l'espace de la viande », ainsi nommé par les hackers par opposition à l'espace virtuel) : âge, sexe, diplômes, couleur de peau, etc. demeurent inconnus à moins qu'on ne les révèle.

Ces conditions singulières d'échanges sont fondatrices pour Anonymous.

Le terme lui-même vient du forum 4chan, sorte d'immense fouillis touche-à-tout : images, vidéos, échanges, où se côtoient le pire et le meilleur, et sur lequel les utilisateurs s'expriment sans donner leur nom, recevant ainsi par défaut le pseudonyme « anonymous ». C'est donc à partir de cette plateforme que le mouvement se développe, particulièrement à partir de 2008 lorsqu'il se mobilise contre l'Église de Scientologie qui a fait retirer du réseau une vidéo interne montrant l'acteur Tom Cruise vanter avec zèle les vertus de la secte. Les Anonymous s'élèvent alors contre ce qu'ils considèrent comme de la censure et mettent en avant une valeur pour eux fondamentale sur le réseau : l'accès à l'information, pour chacun, quelle qu'elle soit. Anonymous n'a pas de ligne idéologique. Derrière ce nom existent des sensibilités politiques très variées, et il serait inopérant d'analyser ce mouvement avec les grilles habituellement appliquées aux partis politiques. Le mouvement se rassemble plutôt autour de l'idée fondamentale selon laquelle il ne doit pas y avoir d'atteinte au réseau. La notion de liberté s'accompagne de la culture de l'autogestion, très présente dans la cyberculture. Si internet est soumis à des règles, elles-mêmes différentes selon les États, si les entreprises y ont leur place, on peut noter par exemple que le W3C (world wide web consortium), qui fixe les standards du réseau, c'est-à-dire la compatibilité des technologies afin que les pages soient accessibles à tous, est un organisme autogéré. L'idée selon laquelle le cyberspace ne doit pas être régulé de l'extérieur est très importante dans ces mouvements. Une déclaration d'indépendance a même été publiée en 1996, dans laquelle son auteur, l'Américain John Perry Barlow, ancien parolier du groupe rock The Grateful Dead, revendique : « Gouvernements du monde industriel, géants fatigués de chair et d'acier [...] je vous demande, vous qui êtes du passé, de nous laisser en paix. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. »

..... **Autres formes de contestation et d'activisme**

Peut-on faire un parallèle entre le mouvement Anonymous et celui des Indignés qui a émergé dans l'espace public de façon quasi concomitante? Les Indignés se sont fait connaître notamment en Espagne, au printemps 2011, lors des grandes manifestations contre la gestion de la crise économique par le gouvernement et ont montré également un rejet des systèmes politiques existants. Nicolas Danet rappelle que si l'explosion des Anonymous se produit au même moment que l'apparition des Indignés, le mouvement existe depuis 2006. En outre, Anonymous demeure une idée de laquelle chacun peut se revendiquer. Il n'y a ni tête pensante, ni bureau exécutif, pas même de ligne directrice. Le mouvement s'organise par « opération ». Ainsi en août 2011, un certain nombre de gens se revendiquant d'Anonymous ont aidé le mouvement Occupy Wall Street en lui apportant un soutien informationnel, fonctionnant quasiment comme une agence de presse : ils créaient de l'information en tournant des vidéos et relayaient celle-ci en utilisant les canaux de publication à leur disposition (blogs, twitter, réseaux sociaux). Enfin, ils ont participé à des actions plus classiques d' (h)ac(k)tivisme informatique.

Néanmoins, les manifestations politiques physiques demeurent très rares. Il existe une volonté farouche de ne pas être récupéré par des partis politiques. Récemment, lors d'une manifestation contre le traité international renforçant le droit de propriété intellectuelle ACTA, le terme Anonymous a été repris dans des tracts du Parti de Gauche pour souligner la convergence de pensée entre l'organisation politique et le mouvement, mais ce genre de mise en relation reste exceptionnel.

Sur le terrain de ces mouvements qui articulent engagement politique et usage des nouvelles technologies, il faut également évoquer le Parti Pirate, véritable parti politique dont l'audience est encore faible en France mais qui a su se faire une place lors d'élections dans des pays où il est mieux organisé : la Suède et l'Allemagne.

À l'heure où ces mouvements prennent de l'essor et touchent un public de plus en plus large, dans la mesure où le nombre d'utilisateurs d'Internet est sans cesse en augmentation, la question est de savoir comment cet ensemble va pouvoir, ou non, être intégré au fonctionnement plus traditionnel de la société. L'un des modèles revendiqués de la cyberculture est celui de la « do-ocracy », terme formé sur le verbe anglais to do (faire), idée selon laquelle c'est en faisant les choses qu'on les décide. C'est sur ce modèle que se mettent en place les actions d'Anonymous : tout se déroule sur le réseau,

à partir d'une discussion sur un canal type Messenger auquel tout le monde a accès. Lorsqu'un sujet spécifique se dégage (par exemple le soutien à Julian Assange, fondateur du site d'information WikiLeaks), un canal de discussion spécifique est ouvert auquel peuvent participer ceux que le sujet intéresse. Un document collaboratif, qui n'est autre qu'un fichier Word, va alors être ouvert et chacun va pouvoir, simultanément, rédiger et proposer une action en fonction de ses compétences et de son expérience. Ce type d'organisation, émanant de la culture hacker (littéralement : « bidouilleur »), apporte donc une plus-value à celui qui fait par rapport à celui qui sait.

..... **La métaphore du pirate**

Dans son ouvrage *La Constituante piratesque* (2009), l'écrivain Mathieu Larnaudie fait le récit utopique d'une organisation politique inspirée de celle des pirates du XVIII^e siècle. Dans les coordonnées du monde actuel, cette figure connaît aujourd'hui une résurgence car elle coïncide avec les nouveaux modes de lutte et notamment une forme de défiance devant la représentativité. Quel mode d'action politique peut-on avoir si on ne se reconnaît pas dans la démocratie représentative ?

Les pirates de Mathieu Larnaudie forment une communauté qui est appelée à voter quotidiennement sur tous les sujets qui les concernent. Moins qu'à un mouvement comme celui des Anonymous, l'utopie ainsi décrite fait référence aux tentatives de démocratie participative telles qu'elles s'expérimentent de nos jours. Si ce modèle de société semble difficilement applicable à une démocratie de presque 70 millions d'habitants, l'écrivain a voulu pointer, à travers la représentation littéraire d'une communauté restreinte, une tendance perceptible dans la société contemporaine : celle d'une recherche d'une organisation politique différente.

Cette sollicitation citoyenne évoque le cas de la Suisse où la population est régulièrement appelée à s'exprimer sur des questions de société, on se souvient notamment du vote concernant l'interdiction des minarets qui avait largement dépassé les frontières helvètes. Ce type de démocratie directe est-il possible en France ? Il ne faut pas oublier que l'organisation d'un vote va nécessiter au préalable une campagne politique pour informer les électeurs.

Pour Mathieu Larnaudie, la Suisse est une démocratie référendaire et il est vrai que le référendum est rare dans la démocratie française. Il préfère parler de concertation citoyenne car ce mode d'expression peut s'organiser à différents niveaux de la société : depuis l'échelon du quartier (consultation des habitants sur un projet architectural

par exemple) jusqu'à l'échelon national. Le vote, dans ces conditions, retrouve ainsi toute son utilité et, pour l'écrivain, multiplier les appels au vote, loin de le vider de son sens, permettrait au contraire de créer les conditions nécessaires à l'application concrète de la citoyenneté. Pour autant, il ne considère pas que le vote doit être rendu obligatoire, quand bien même il est sensible aux arguments développés par Jean-Yves Dormagen selon lequel c'est une condition pour que les franges les plus fragiles de la population soient représentées. Lui-même abstentionniste occasionnel, il lui paraît important de pouvoir conserver la liberté de ne pas voter pour signifier qu'on ne se reconnaît pas dans l'offre politique à une période donnée. La pratique démocratique peut donc s'exercer lors des échéances nationales mais elle demeure insuffisante tant qu'elle n'est pas pratiquée à d'autres niveaux de la société.

..... **Recréer une proximité entre élus et électeurs**

Le désintérêt des Français pour la politique semble passer par une crise de la représentativité à plusieurs niveaux. L'assemblée nationale, bien que constituée d'élus, n'est pas représentative de la population française (proportion faible de femmes ou de députés issus de l'immigration, pas de chômeur ou simple employé). De même, les grandes voix médiatiques semblent immuables depuis des décennies, un petit nombre de journalistes paraît toujours occuper le devant de la scène. Pour Jean-Yves Dormagen, le système politique est effectivement oligarchique, une minorité capte le pouvoir et se reproduit. Le passage de la société civile à la société politique est long et complexe, des lois tentent d'améliorer la représentativité en imposant un quota de femmes par exemple, mais celle-ci reste erronée. Depuis les années 1980 et le déclin du parti communiste qui comptait encore des anciens ouvriers dans ses rangs, une véritable scission s'est produite. Paradoxalement, au sein d'une démocratie qui se doit d'être « le gouvernement du peuple par le peuple », des pans entiers de ce peuple ne sont pas représentés, ce qui ne fait qu'accroître l'impression de distance entre citoyens et personnel politique. Le sociologue est lui-même partisan du tirage au sort des citoyens pour exercer une charge publique, concept inspiré de la démocratie athénienne. Si cette pratique soulève nombre de problèmes, elle est toutefois une piste de réflexion intéressante pour remettre en cause le monopole des partis politiques et tendre vers une véritable représentativité. Au final, la question de la représentativité apporte une réponse à l'utilité du vote. Si plusieurs pistes sont évoquées pour améliorer la participation de tous aux prises de décision, une constante semble s'établir : la nécessité de recréer une proximité entre élus et électeurs.

..... **Conclusion**

L'inutilité du politique est trop souvent vécue comme une fatalité. Le vote ne semble pas assez démocratique, le clientélisme « social » trop fréquent. Les populations jeunes ou précaires et les classes populaires se sentent ignorées, avec pour conséquence directe la progression de l'abstention. Les élections elles-mêmes apparaissent comme un rendez-vous peu fédérateur malgré la diversité des sensibilités politiques. Mais ce désintérêt est peut-être aussi culturel : les citoyens les plus sceptiques s'informent-ils assez et sont-ils suffisamment acteurs de la vie démocratique ? Pour lutter contre l'abstention, on peut imaginer de simplifier les dispositifs dès l'inscription sur les listes électorales ou envisager de rendre le vote obligatoire. Il ne faut pourtant pas oublier que s'abstenir fait aussi partie de la démocratie, comme une réaction à une situation politique à un moment donné. Au fond, n'est-ce pas l'engagement citoyen qui doit être mieux représenté ? Il existe, car il peut se manifester spontanément et massivement sur internet, mais ces nouveaux espaces d'expression ne sont pas seuls. D'autres occasions de participer au débat public peuvent sans doute être encouragées : des instances de participation, de l'assemblée de quartier au référendum régional ou national. Le vote reprendrait alors tout son sens dans la diversité des échelles de décision politiques.

..... **Que sont les Cafés de la controverse ?**

Le C2D (Conseil de développement de l'agglomération bordelaise) en partenariat avec *Sud-Ouest* lance une série de débats intitulés « les cafés de la controverse ». Les Cafés de la Controverse sont **des espaces de débat**, où experts, acteurs locaux et habitants se rencontrent pour confronter leurs points de vue **sur des questions de société** qui concernent les villes aujourd'hui, particulièrement notre territoire.

Le C2D veut engager les habitants dans des débats sur des questions qui **ne font pas consensus**, nourrissent des controverses tant elles sont complexes, engagent des intérêts divergents, des perspectives de vies difficilement conciliables.

Le C2D veut débattre sur des sujets importants pour nos vies ordinaires, informer les habitants, **participer par la réflexion à l'élaboration de la ville de demain** à l'intérieur de notre territoire.

Les cafés de la controverse sont publics.

Plusieurs invités sont amenés à débattre du sujet proposé en s'appuyant sur leur expérience personnelle et professionnelle. Leurs échanges sont modérés par un journaliste de Sud Ouest.

Le dispositif laisse une place ouverte à l'auditoire pour intervenir et échanger avec les débatteurs.

..... **Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise (C2D)**

Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise est une instance de démocratie participative qui rend un certain nombre d'avis et de propositions sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux intéressant le développement de l'agglomération.

Le C2D est un regroupement d'entreprises, d'acteurs culturels, d'associations, de chercheurs, de citoyens « ordinaires », d'urbanistes, d'architectes... de l'agglomération bordelaise. Il fonctionne comme une boîte à idées pour la Communauté urbaine ; il joue un rôle d'intermédiaire entre la société civile et les décideurs et met pour cela en relations des personnes venant de champs professionnels différents postulant qu'une intelligence collective émerge de ce frottement.

Le C2D est composé de 200 membres.

.....
> Compte rendu réalisé par **Benoît Hermet**
.....



La vidéo du débat est en ligne sur c2d.lacub.fr
.....


Conseil ^{C2D}
de Développement Durable *
de l'agglomération bordelaise

C2D - Conseil de développement durable
de l'agglomération bordelaise
La Cub esplanade Charles-de-Gaulle
33076 Bordeaux cedex
05 56 93 65 11
www.facebook.com/c2d.lacub.fr
www.twitter.com/c2d_lacub



devient en
2015

**BORDEAUX
MÉTROPOLE**

 **CND** un espace de démocratie participative